

Solidaires International

Le bulletin de la commission internationale
de l'Union syndicale Solidaires



Solidaires
Union syndicale

31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
(33) 1 58 39 30 20 - contact@solidaires.org - solidaires.org

Mai 2019, n° 110

PALESTINE : Solidarité active !



L'Union syndicale Solidaires, au retour d'une délégation en Palestine, souhaite réaffirmer toute sa solidarité aux palestiniens et palestiniennes qui luttent et résistent à des politiques israéliennes toujours plus violentes.

Nous avons encore pu constater que ces politiques de l'État Israélien visant les populations palestiniennes se poursuivent à de nombreux niveaux :

- La colonisation des territoires palestiniens se poursuit et l'accaparement de terres, pourtant situées dans des zones officiellement reconnues comme étant palestiniennes, continue avec une régularité qui ne laisse aucun doute sur l'objectif poursuivi par l'Etat israélien. Outre la violence que cela représente, il s'agit de priver les palestiniens et palestiniennes de ressources et

de poursuivre la destruction économique de ces territoires et ainsi l'asphyxie des populations pour mieux les soumettre.

- Les politiques d'apartheid, de fait, se poursuivent également : ségrégation spatiale et poursuite de la construction de murs de séparation en Cisjordanie, ségrégation dans les routes autorisées à la circulation aux palestiniennes en fonction de leur statut et de leurs lieux de naissance et d'habitation dans les territoires. Ségrégation aussi à l'embauche pour des emplois, dans l'attribution des autorisations ou non

de travailler en Israël, donc dans les droits accordés ou non aux travailleurs et travailleuses palestiniennes, au bon vouloir de leurs employeurs israéliens. A titre d'exemple, il a été rapporté aux membres de la délégation de Solidaires un conflit entre un travailleur palestinien de la région d'Hébron et son employeur israélien qui s'est soldé par l'interdiction, pour les 300 habitant-es de son village, de permis de travailler en Israël.

DISCRIMINATIONS ET RAIDS

- Pour les palestinien-nes qui vivent en Israël aussi, c'est une situation de discrimination sans fin : discriminations au travail, impossibilité d'acheter des terres et la loi de l'Etat nation vient légaliser cette situation et nie à la langue arabe le statut de langue officielle. Cette loi entérine des discriminations qui existent déjà de fait dans la société israélienne et qui touchent aussi les israélien-nes de certaines origines : de Syrie, des pays environnants, du Maghreb et d'Afrique. Le droit ne s'applique pas également à toutes les catégories de la population israélienne.

-Les raids de l'armée israélienne se poursuivent quotidiennement dans certains lieux, notamment dans les camps des réfugié-es de 48. Ces raids se traduisent par des arrestations, des emprisonnements, et parfois des morts. En témoigne la mort, le 27 mars dernier, d'un secouriste palestinien dans le camp de Deisheh, près de Béthléem, tué par un soldat de l'armée israélienne alors qu'il tentait de faire son métier et portait ses vêtements de secouriste pendant un raid nocturne de l'armée.

-Les ONGs israéliennes qui luttent contre la colonisation et les profits que font des multinationales sur les territoires occupés, profitant de la situation coloniale, subissent des pressions et font l'objet de campagnes de calomnie.

-Israël continue de violer l'ensemble des législations internationales relative aux prisonniers et prisonnières politiques : cotions carcérales dégradantes, torture, déplacement, limitation des droits de visites, détentions administratives, privées des droits fondamentaux, à la défense notamment, emprisonnement massif d'enfants...

-Enfin, nous dénonçons une situation catastrophique dans la bande de Gaza, dans laquelle les populations sont privées de tout, y compris des soins de premières urgences, du fait du blocus perpétué par l'Etat israélien.

Les élections du 9 avril ne laissent entrevoir aucune amélioration de la situation, bien au contraire. Benjamin Nethanyahu, reconduit au pouvoir malgré les accusations de corruption dont il est l'objet, est le premier artisan, depuis des années, de ces politiques iniques et des agressions visant le peuple palestinien. Il peut compter sur le silence des autres gouvernements, dont le gouvernement français, et le soutien ouvert de Trump. Ultime provocation et agression, l'administration de ce dernier vient de proposer la solution d'un « Nouvel Etat » pour la Palestine : cette « solution » consisterait à attribuer des territoires restreints dans le sud désertique aux palestiniens et palestiniennes, en contrepartie de l'annexion de territoires de Cisjordanie et du Golan Syrien...

SOLIDAIRES ET LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN

L'Union syndicale Solidaires dénonce ces privations de droits et de libertés et les violences et agressions quotidiennes que subissent les populations palestiniennes.

Nous continuons à affirmer notre entière solidarité à ces dernières, notamment aux syndicalistes, militant-es des associations et ONGs qui continuent à résister et à dénoncer une situation intenable dans ces territoires.

Nous rentrons renforcés dans la volonté d'agir à leur côté, avec les moyens que sont ceux des organisations, des militant-es ici, le développement de l'action pour des boycotts, désinvestissements et sanctions. Il n'y a pas de paix sans justice, pas de justice sans égalité des droits.

Nos ami-e-s de Canal Marche préparent un film à propos de la délégation de Solidaires en Palestine. A découvrir très prochainement...

BRESIL : Tournée internationale

Automne 2018 : Bolsonaro est élu président du Brésil. Dans la suite de notre travail unitaire avec les camarades de la Central sindical e popular Conlutas, nous nous demandons comment participer à la nécessaire solidarité internationale contre le régime d'extrême-droite.

Nous participerons bien sûr aux initiatives unitaires organisées en France, nous relaierons les informations de nos camarades du Brésil, nous utiliserons le Réseau syndical international de solidarité et de luttes² pour étendre le soutien ; rapidement, une autre idée est mise en œuvre : organiser une tournée en France d'un ou une camarade de CSP Conlutas.

C'est ce qui se concrétisera durant tout le mois de janvier 2019. Paris, Grenoble, Orléans, Saint-Gaudens, Marseille, Lyon, Nîmes, Rouen, Caen, Guingamp, Brest, Saint-Denis, Villeneuve, Guyancourt, Lille ; mais aussi Madrid, Bologne, Milan et Londres... Tout cela s'est enchaîné et a représenté beaucoup de fatigue pour Herbert et Patricia ! Selon les villes, la participation aux réunions publiques a été diverse. Partout, elle aurait mérité d'être plus importante, c'est certain.

SOLIDARITE CONCRETE

Mais, à la mesure de nos moyens, ensemble nous avons pu construire une solidarité internationaliste concrète et utile. Des camarades des commissions Internationale et Antifasciste ont pris en charge la plupart des étapes ; parfois, ce fut plutôt des militantes ou militants de nos commissions Femmes ou Immigration. Ailleurs, c'est le Solidaires départemental qui a collectivement assuré, il y eut aussi une Union locale CGT... Des représentants et représentantes d'autres associations (Vigilance et information syndicale antifasciste, Autres Brésils, Comité Amérique latine, ...) ont parfois été présents.

Les participants et participantes à ces rencontres, mais aussi plus largement toutes celles et tous ceux vers qui l'information a été ensuite retransmise à travers nos col-

lectifs militants, ont pu mieux comprendre la situation actuelle du Brésil, ses origines, ses causes, le combat mené sur place par le syndicalisme de luttes en lien avec les mouvements populaires.



Cette initiative marque aussi un pas supplémentaire dans la construction de notre Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Le Réseau a permis ces rencontres en France, mais aussi dans l'Etat espagnol, en Italie et en Grande-Bretagne.

Après une rencontre continentale de l'Education (Brasilia) à laquelle nous étions invité mi-avril, le congrès de CSP Conlutas en août, la prochaine rencontre internationale du Réseau de l'économie des travailleurs et travailleuses en septembre (Sao Paulo dans les deux cas) seront de nouvelles occasions de consolider ces liens.

Cela passe aussi par l'action concrète, par secteurs professionnels, l'information sur les luttes menées contre les projets de loi rétrogrades et pour la construction d'un mouvement social unitaire fort, et par la solidarité contre toutes les répressions et les violences de classe, racistes, sexistes, homophobes, ... nombreuses au Brésil, et malheureusement pas seulement depuis l'arrivée de Bolsonaro au pouvoir.

SECTEURS RETRAITÉES :

Premier jalon de solidarité internationale

Une première réunion du secteur Retraité.es du Réseau syndical international de solidarité et de luttes s'est tenue les 26 et 27 mars à Milan.

Comme nous le faisons depuis plusieurs années pour différents secteurs professionnels, nous mettons désormais en place un travail commun de nos structures et collectifs syndicaux de retraité.es.

Cette première réunion a permis d'élaborer différentes pistes : Un premier texte global, situant le contexte de notre action, notre démarche syndicale, des objectifs revendicatifs. Ce document a vocation à être discuté, modifié, enrichi, par chacune de nos organisations. Une motion de soutien aux journées de manifestations des personnes retraité.es des 11 avril en France et 13 avril dans l'Etat espagnol. Des

rassemblements de soutien à ces manifestations ont été organisés.

Une motion de soutien aux travailleurs et travailleuses du Brésil actuellement confronté.es à une remise en cause du droit à la retraite. Un plan de travail, basé sur la continuité et l'élargissement de nos échanges, pour les mois à venir.

La prochaine réunion du secteur Retraité.es du Réseau syndical international de solidarité et de luttes se tiendra les 15 et 16 novembre, à Paris.

PORTUGAL:

Unité des syndicats autonomes de lutte

Les 11 et 12 mai, le Réseau La casa qui rassemble des chercheurs, chercheuses, sociologues, médecins du travail et des organisations syndicales non affiliées à la CGTP ou l'UGTP organise une rencontre nationale, à Setubal.

Dans la suite de notre implication depuis quelques années maintenant, l'Union syndicale Solidaires y sera, représentant le Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Des syndicats portugais de plusieurs secteurs professionnels ont d'ores et déjà confirmés leur présence : Eau et énergie, métro de Lisbonne, transport aérien, fonction publique, banques, enseignement, dockers, centres d'appel, aéronautique, industrie plastique.



Vers une autre EUROPE ?



Du 12 au 14 avril, s'est tenu à Milan la troisième rencontre euroméditerranéenne « L'économie des travailleur.ses ». 200 personnes environ y ont participé, avec une parité hommes/femmes et pas mal de jeunes.

Ce processus est né il y a une dizaine d'années à l'initiative du programme *Faculta Abierta* de l'Université de Buenos Aires qui étudie et apporte son soutien aux entreprises récupérées par leurs travailleur.ses. En déniant aux propriétaires le droit de fermer une entreprise ou de disposer de l'outil de production et en reprenant la production sans patron sous une forme autogérée, ces travailleur.se.s préfigurent une autre économie, démocratique et sans actionnaires. L'objectif de ces rencontres est de faire converger sur quelques jours des

travailleur.ses de ces entreprises, des chercheur.ses et des militant.es venus de différents pays. Parti d'Amérique latine ce processus se décline désormais en rencontres continentales et mondiales.

CONVERGER

Cette édition euroméditerranéenne est la troisième édition après Marseille (Fralib/scop-Ti) en 2014 et Thessalonique (Vio.me) en 2016. Elle s'est tenue à Rimaflow, une ancienne usine de sous-traitance automobile reconvertie en

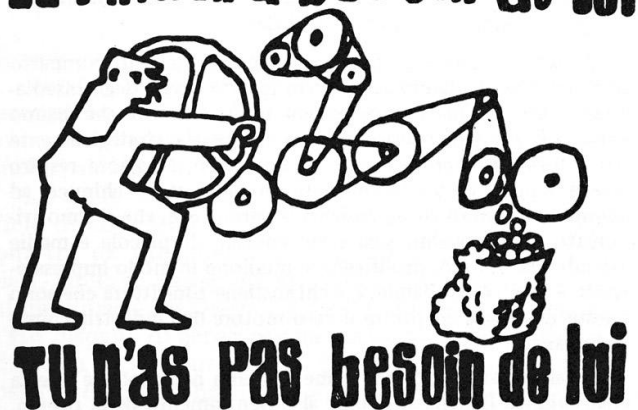
diverses activités écologiques et sociales. Elle a réuni des participant.es d'une dizaine de pays : Italie, France, Espagne, Croatie, Grèce, Hongrie, Allemagne, Russie (et aussi Brésil et Argentine). Ces rencontres ont permis d'aborder divers thèmes comme la notion de mutualisme conflictuel, portée par les Rimaflow, un syndicalisme sans frontière et embrassant tout le champ social ; l'agroécologie et les relations entre mouvements ruraux et urbains ; la reproduction sociale dans les expériences autogérées et le travail syndical ; la récupération du « public », des « communs » dans une perspective autogestionnaire ; la production autogérée et autogestion de la distribution ; l'articulation entre autogestion, écologie et féminisme ; le *welfare* par le bas ; l'autonomie économique pour sortir de la violence de genre.

Préfigurant une économie débarrassée des patrons et des actionnaires, on peut considérer que la présence des organisations syndicales serait évidente : l'aboutissement des revendications sociales ne doit-elle pas déboucher sur cette perspective ?

De ce point de vue, la présence d'organisations telles que l'Union syndicale Solidaires ou la CGT espagnole constitue un point d'appui essentiel dans le développement de ce processus. On peut regretter que trop peu d'entreprises autogérées soient actuellement incluses dans ces rencontres.

VERS UNE EUROPE DES TRAVAILLEURS ?

Il sera sans doute essentiel d'en redéfinir les objectifs pour que celles-ci soient plus présentes ; c'est un enjeu, notamment en France. Les rencontres euroméditerranéennes, une préfiguration d'une Europe des travailleur.se.s, une Europe tournée vers la rive sud de la Méditerranée ? La prochaine édition devrait avoir lieu en 2021 en Andalousie, organisée notamment par les camarades du SOC/SAT et de la CGT ; en septembre 2019, se tiendra la 7^{ème} rencontre internationale, à Sao Paulo.



L'Association pour l'autogestion, le Réseau pour l'autogestion, les alternatives, l'altermondialisme, l'écologie et le féminisme (AAAEF) et l'Union syndicale Solidaires étaient présents à Milan, dans le cadre du travail commun au sein du Réseau Se fédérer pour l'émancipation¹.

¹ Ce Réseau rassemble l'Association Autogestion (AA), l'Association des communistes unitaires (ACU), les Amis de Tribune socialiste (ATS), Cerises la coopérative, l'Observatoire des mouvements de la société (OMOS), le Réseau pour l'autogestion, les alternatives, l'altermondialisme, l'écologie et le féminisme (AAAEF), le Temps des lilas et l'Union syndicale Solidaires.

A la croisée des chemins



La mobilisation massive de la population algérienne depuis plusieurs semaines peut être comprise sans la remettre dans son contexte et dans l'histoire du pays ces 20 dernières années.

Le pays a connu une révolution populaire en 1988 et une brève période de transition démocratique au début des années 90, jusqu'à la victoire aux élections du Front islamique du salut en 91. Cette dernière a été suivie d'un putsch militaire organisé par les généraux de la Sécurité militaire (qui deviendra le sinistre DRS, Département du Renseignement et de la Sécurité) qui sont toujours au pouvoir aujourd'hui et son presque aussi âgés que Bouteflika...

Ils ont organisé le pays en véritable entreprise lucrative toute à leur bénéfice, contrôlant tous les secteurs clés de l'économie : finances, gaz et pétrole. Ils sont aussi responsables de plus de 200000 morts durant la décennie noire, dans la « sale guerre » contre le terrorisme du GIA

(Groupe Islamique Armé, issu d'une partie du FIS) puis contre le GSPC (Groupe salafiste de prédication et de combat, qui deviendra, dans les années 2000, AQMI). Le GSPC est une créature du DRS qui leur a en partie échappé alors qu'il devait servir à réduire le GIA dans une lutte entre groupes et surtout à justifier plus tard le maintien d'un Etat policier en Algérie. C'était l'épouvantail parfait pour convaincre les autres pays de la nécessité de maintenir ce type de pouvoir au nom de la « lutte contre le terrorisme ».

HAUSSE DES PRIX

Mais aujourd'hui, la rente pétrolière est presque épuisée, et avec elle les moyens d'éteindre les révoltes sociales. Celles-ci

ont été nombreuses et hiératiques, un peu partout dans le pays, depuis les années 2010, dénonçant la corruption du régime et le coût de la vie. Car l'Algérie produit peu et importe beaucoup et pouvait tenir tant que le prix des denrées étaient subventionnées par la rente pétrolière.

Dans ce contexte, la présentation pour un 5è mandat de Bouteflika à l'élection présidentielle a été l'humiliation et donc la provocation de trop. Les mobilisations du vendredi mais aussi des autres jours ne faiblissent pas, bien au contraire, et elles sont pacifiques (malgré l'usage d'agents provocateurs payés par le pouvoir pour essayer de créer du chaos et de la violence dans les manifestations depuis quelques vendredis).



Aujourd'hui, la population algérienne ne se contentera pas d'un changement cosmétique, comme la nomination de Bensalah en tant que président transitoire, Ce dernier a accédé à la magistrature suprême, en vertu de l'article 102 de la Constitution actionné par le Conseil constitutionnel puis le Parlement le 9 avril.

Après la démission de Bouteflika, ladite disposition de la loi fondamentale préconise le remplacement du chef de l'État par le président du Conseil de la nation, la deuxième chambre du Parlement algérien. Mais Bensalah est un pur produit du système, personne n'est dupe.

SYNDICALISTES DEBOUTS !

Parmi les manifestant-es, les syndicalistes de la Confédération Générale Autonome des travailleurs et travailleuses en Algérie (CGATA) tiennent toute leur place, ce qui n'est pas étonnant. Ils et elles ont été la cible principale du pouvoir depuis 20 ans, ils et elles faisaient partie de la très rare opposition démocratique au pouvoir et en ont payé souvent le prix (voir les rapports du CISA et de Solidaires sur ces questions). Ils et elles ont la légitimité de s'appuyer sur les travailleurs et travailleuses, dans les nombreux secteurs où ont été créés des syndicats autonomes, par opposition à l'UGTA, syndicat façade du régime et son servile et vociférant chef à vie, Sidi Saïd.

Les syndicalistes autonomes appellent aujourd'hui à une transition démocratique avec une phase de constituante, comparable à celle mise en place en Tunisie après la révolution de 2011. Contrairement à ce qu'annoncent des médias qui connaissent bien mal la réalité de la société algérienne, le pays n'est pas exsangue de militant-es capables de prendre part à cette transition. Les syndicalistes de la Cgata travaillent en ce moment à l'organisation de grèves, comme celle, massive, durant la deuxième semaine d'avril, des agent-es territoriaux du Snapap (Syndicat national autonomes des personnels de l'administration publique).

L'Union syndicale Solidaires est et sera en soutien des syndicalistes autonomes et plus généralement de la population algérienne dans cette enthousiasmante révolution pacifique et démocratique. Le 1er mai en Algérie, que préparent activement les syndicalistes, aura un sens particulier cette année.

Plus d'informations sur la situation algérienne sur :

<https://solidaires.org/Algerie-2017-la-fausse-democratie-bref-etat-des-lieux-de-la-repression-et-de-la>

Professeurs contractuels en lutte

Dimanche 24 mars 2019, plusieurs milliers d'enseignants et enseignantes ont manifesté à Rabat pour défendre l'éducation gratuite et pour protester contre le statut des contractuel-le-s au Maroc.

Cette manifestation faisait suite, la veille, à un autre rassemblement dispersé violemment par les forces de l'ordre. Résultat : de nombreux et nombreuses blessé-e-s, et une soixantaine de personnes hospitalisé-e-s.

Les coups de matraques et les canons à eau n'auront pas comme effet de bâillonner la détermination des enseignant-e-s. Bien au contraire. Et c'est aux cris de slogans comme « Il faut préserver la gratuité de l'enseignement », « le peuple veut l'abolition de la contractualisation », ou des mots d'ordre plus politiques comme « Liberté, dignité, justice sociale », qu'ils et elles ont signifié au pouvoir que leur colère ne fera que grandir.

Une colère qui ne fait que se massifier depuis des mois, sous l'impulsion notamment de la Fédération Nationale des Enseignant-e-s (FNE), avec laquelle la Fédération SUD éducation entretient des rapports serrés, et ce depuis de longues années.

VERS UN PRINTEMPS MAROCAIN ?

Une colère, encore, qui met en première ligne : les 55 000 enseignant-e-s contractuel-le-s du pays, lequel-Le-s manifestent depuis des mois pour réclamer le statut de fonctionnaire au sein de l'Éducation nationale et pour protester contre la politique de « recrutement par contrat » (CDD) en vigueur depuis 2016.

Le 20 février 2019, une manifestation de contractuel-le-s coïncidant avec la date anniversaire du mouvement du 20-Février – né en 2011 durant le Printemps arabe – avait été, elle aussi, dispersée avec une extrême brutalité, à Rabat par la police. En Tunisie, en Égypte, et dans d'autres pays,

l'année 2011 avait ébranlé la certitude des régimes dictatoriaux. Au Maroc, comme ailleurs dans le monde arabe et plus largement dans le monde, c'est aujourd'hui encore, l'injustice qui pousse les peuples à prendre le chemin de la mobilisation.



Gageons que les enseignant-e-s marocain-ne-s en lutte n'ont pas dit leur dernier mot. Et que leur lutte ne fait que commencer, et qu'elle embrasera, bientôt, d'autres secteurs de la population pauvre de ce pays.

La Fédération SUD éducation, en ces heures, participe activement ici, en France, à la mobilisation des enseignant-e-s contre les réformes Blanquer.

Notre Fédération, plus généralement, a toujours été aux côtés des personnels les plus précaires de l'Éducation nationale.

Notre soutien au mouvement en cours au Maroc est, donc, de ce fait toute naturelle.

POLOGNE : Grève générale enseignante

Le 8 avril, suite à l'appel des syndicats ZNP, Syndicat des Enseignant-e-s Polonais et FZZ, Forum Syndical, 14 000 écoles du primaire et écoles maternelles sur les 20 400 que compte la Pologne étaient fermées.

Vu l'ampleur du mouvement, il n'est pas impossible que les personnels en grève maintiennent la pression jusqu'à obtenir satisfaction, c'est à dire 1000 zlotys (230 euros) pour toutes et tous. De son côté, la branche enseignante de Solidarnosc ne participe pas à la grève, le syndicat estimant que la proposition du gouvernement (du parti politique PIS, *Droit et Justice*, droite nationaliste) 5% d'augmentation dès janvier et 9.6% en septembre est satisfaisante. Le syndicat a ainsi ratifié l'accord, créant néanmoins des remous en interne, une centaine d'adhérent-e-s se sont désaffilié-e-s pour rejoindre d'autres syndicats tandis que des sections locales se sont jointes publiquement au mouvement. Cette révolte sociale enseignante vient de loin. Au début des années 1990, des mobilisations extrêmement fortes s'étaient déclenchées en réaction à la mise en place des premières décisions politiques qui annonçaient un véritable changement de paradigme dans le cadre d'une transformation néolibérale des services publics. En 1991 l'indexation des salaires dans les services était gelée, et entre 1990 et 1992 le budget consacré à l'éducation passait de 12,8 % à 8,9 % en totalité du budget, tandis que les salaires des personnels de l'éducation chutaient en moyenne de 17 %. Des grèves offensives étaient organisées en février 1992 et février 1993.

Au milieu des années 2010 la politique de coupe budgétaire s'intensifiait et en 2017 la ministre de l'Education Anna Zalewska abolissait le collège, détruisant l'emploi de 6600 professeurs, et mettait fin à l'allocation d'aide au logement, privant 186 000 enseignant-e-s de cette aide. En réaction le ZNP appelait à une grève générale en mars 2017, 28000 professeurs ont ainsi arrêté le travail.



Cette fois-ci beaucoup de choses indiquent que les personnels des écoles et des maternelles seront très déterminés, la participation est massive et l'appui de la population est très fort. De plus, les examens de « Matura » prévus en mai et qui sanctionnent la fin de cycle du lycée pourraient se retrouver bloqués et reportés. Dans les universités des assemblées générales ont été organisées et le 10 avril des rassemblements ont eu lieu devant les universités de Varsovie, Wrocław et Cracovie, avec notamment l'appui du mouvement l'« Université Engagée ». De leur côté, les adhérent-e-s universitaires de OZZ-IP de Wrocław et Cracovie ont pris l'initiative d'organiser des gardes d'enfants. Les syndicats OPZZ de la compagnie LOT et FZZ du Rail ont exprimé leur soutien aux grévistes, tandis que le 11 avril, une collecte recueillait un million de zlotys pour une caisse de grève. OZZ-IP a également mis en place sa propre collecte dans le but de soutenir les personnels en grève des écoles des petites villes et villages. Le 25 avril, le secrétaire général du ZNP a appelé à une suspension du mouvement, pour une reprise ensuite de la grève après les congés du printemps. Décision contestée par la base de ce syndicat. Le mouvement de grève poursuit donc son chemin...

AMAZON : Rencontre internationale



Quarante personnes ont participé à cette rencontre à Poznan en Pologne vers mi mars 2019. Les rencontres entre travailleuses et travailleurs d'Amazon existent depuis 2015, à l'origine, des équipes syndicales de Pologne et d'Allemagne, OZZ-IP et Ver.d) et représente un certain succès.

Cette rencontre a réuni des représentantes et représentants des entrepôts Amazon dont Poznan, Wrocław et Szczecin (syndicats OZZ-IP et Solidarnosc), Bad Hersfeld, Brieselang (ville proche de Berlin) et Leipzig (Ver.di), Madrid (CGT état espagnol), Sarran et Lauwin Planque (Sud Commerce), ainsi que des représentants de la CNT-F (Haute Garonne et Gard), une activiste-journaliste d'Arbetaren (journal du syndicat de base suédois SAC), des membres du collectif de soutien aux travailleurs de Leipzig, du collectif berlinois Critical Workers et du collectif de Bologne Connexions des Précaires (qui participe aux rencontres Transnational Social Strike). Le principe de ces rencontres est qu'elles sont auto-organisées et réunissent en assemblée des employé-e-s d'Amazon à partir de la base. Il existe d'autres rencontres transnationales d'Amazon, mais celles-ci se font dans le cadre de Uni Global

Union, donc souvent assez loin des personnels.

La thématique de la rencontre a porté sur les travailleuses et travailleurs des agences d'intérim au sein des entrepôts d'Amazon, ainsi que des différences entre les politiques de management, selon les pays et les entrepôts au travers du « Feedback » et du versement des primes. Amazon en Pologne a également une spécificité, l'activité des entrepôts est essentiellement destinée au marché allemand qui se situe en deuxième position pour Amazon derrière celui des USA. Les échanges avec leurs collègues d'Allemagne ont donc une importance pour les travailleuses et travailleurs de Pologne, également, des équipes syndicales de Ver.di revendiquent l'intégration de leurs collègues polonais concernant le versement des primes de la part d'Amazon en Allemagne. Par ailleurs, Amazon en Pologne est une entité juridique unique, tandis qu'en

Allemagne, chaque entrepôt d'Amazon constitue une société.

Vendredi 15, le week end a débuté en fin d'après-midi par une diffusion de tracts devant le site Amazon de Poznan en présence des camarades de Pologne, Allemagne et France. Le tract diffusé dénonçait la pratique managériale du « Feedback » qui consiste à mettre les employé-e-s d'Amazon sous une terrible pression. Les travailleuses et travailleurs polonais ont obtenu un moratoire de 4 mois (octobre à janvier 2019) ce processus de la part d'Amazon Pologne, la direction d'Amazon souhaite désormais rétablir cette mesure.

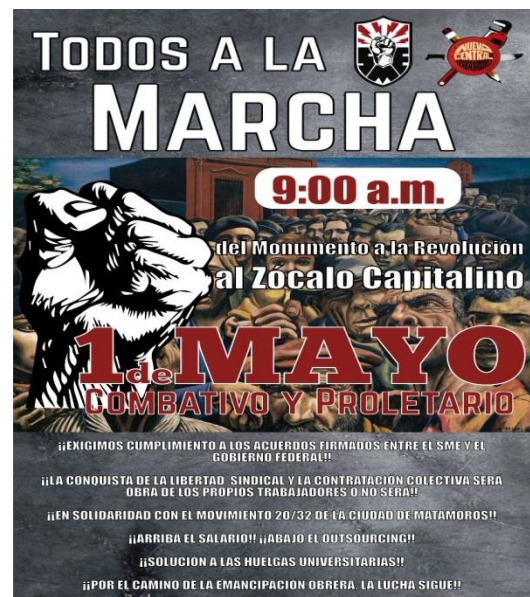
CAMPAGNE FEEDBACK

Après la diffusion de tract tout le monde s'est retrouvé à Rozbrat (lieu alternatif et libertaire de Poznan) pour partager une soupe et discuter des objectifs du week-end. Samedi 16, la journée a débuté par un rassemblement le matin devant le siège d'Adecco de Poznan, entreprise partenaire d'Amazon concernant le recrutement afin de dénoncer le chantage et l'arbitraire auxquels sont soumis les intérimaires. Ensuite tout le monde s'est retrouvé dans les locaux associatifs de la Fondation Malte pour le temps fort de la rencontre où de 11h à près de 19h les discussions se sont déroulées en atelier autour de la thématique de l'intérim, des « Feedbacks » et des différentes politiques des versements des primes ainsi qu'en en plénière. Egalement, un message de soutien aux travailleuses et travailleurs de l'entrepôt Amazon de Shakopee, Minnesota USA, et qui font partie aussi de la communauté somalienne et qui mènent un mouvement de revendications pour le respect de leurs droits avec l'organisation Awood Center (Awood « pouvoir » en somalien) a été réalisé en vidéo et partagé sur le site de Awood Center.

Dimanche 17, au sein du café-librairie Zemsta (« Revanche », café tenu par la scène libertaire de Poznan) entre 10h et

14h s'est tenue une assemblée pour discuter de la suite. A propos d'une campagne « Feedback » les camarades de OZZ-IP ont suggéré que leur affiche puisse être reprise en différentes langues, les camarades de Lauwin Planque ont également suggéré la réalisation d'un logo commun des rencontres transnationales pour les tracts et les appels communs. La prochaine rencontre se déroulera en septembre 2019 à Berlin et la suivante à Madrid.

MEXIQUE : Déclaration du SME



Le SME - syndicat mexicain des électriciens- appelle pour le 1er mai sur la base des revendications suivantes :

- Le respect du gouvernement des accords collectifs qu'il a signé avec le SME
- La liberté syndicale
- La solidarité avec le mouvement 20/32 de la ville de Matamoros
- La satisfaction des revendications des universités en grève
- L'augmentation des salaires pour l'ensemble des travailleurs